

le congé de Noël? Je le demande, vu qu'ils estiment tous deux, si je ne m'abuse, qu'une telle réunion devrait avoir lieu. Sera-t-elle convoquée avant le congé ou remise à un ou deux mois plus tard?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je suis sûr que les présidents des deux comités en question prendront connaissance de la question du député. L'idée qu'elle sous-entend me paraît excellente

LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME

LA PUBLICATION DES ÉLÉMENTS DE DOCUMENTATIONS DE LA COMMISSION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Roger-E. Régimbal (Argenteuil Deux-Montagnes): Le premier ministre nous dirait-il si le gouvernement songe à publier la documentation qui a permis à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme de présenter ses instances, et à la mettre à la disposition des députés et de la population qui en paie les frais?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Sauf erreur, la Commission entend mettre tous ses éléments de documentation à la disposition du public, une fois qu'elle les aura tous réunis. Je doute que la documentation se rapporte spécialement au volume qui vient d'être publié, mais je me renseignerai volontiers là-dessus.

PROPOSITIONS BUDGÉTAIRES

EXPOSÉ DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le jeudi 30 novembre, de la motion de l'honorable Mitchell Sharp (ministre des Finances) proposant que monsieur l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

L'hon. J. W. Monteith (Perth): Jeudi dernier, j'ai fait de brefs commentaires sur le budget et sur ce qui, à mes yeux, l'explique. Je disais alors que tout cela se ramenait à un fait essentiel—que le gouvernement avait beaucoup trop dépensé.

Tous ce gâchis a commencé avec les folles dépenses auxquelles le gouvernement actuel s'est livré dès qu'il a pris le pouvoir en 1963. Pour ceux d'entre nous qui, à l'époque, venaient tout juste de quitter les banquettes ministérielles, il était évident qu'il s'agissait d'un revirement complet. L'argent des contribuables n'avait plus aucune importance.

[M. Winch.]

C'était une attitude de bureaucrates. Pendant des années, bon nombre de ministres du nouveau cabinet ont fait partie de la bureaucratie et ils étaient habitués à organiser nos vies à leur gré, à nous dire ce qu'il nous fallait et à imposer les Canadiens pour le payer. Combien des occupants des premières banquettes ont déjà travaillé derrière un comptoir, exploité une ferme ou une petite entreprise et satisfait aux exigences d'une liste de paie?

L'hon. M. McIlraith: Beaucoup!

L'hon. M. Monteith: Moi, oui. Ils pensaient tout savoir et les contribuables n'avaient qu'à payer pour les projets, les essais et les rêves du gouvernement.

L'hon. M. Dinsdale: C'étaient des cauchemars.

L'hon. M. Monteith: J'aimerais repasser brièvement les dépenses du gouvernement depuis qu'il est au pouvoir. Les chiffres que je cite proviennent des documents budgétaires des années indiquées, exception faite de l'année 1968-1969, où s'appliquent les propres prévisions du ministre. Les chiffres de 1967 proviennent du budget supplémentaire G de l'année.

Le gouvernement a dépensé 6,872.4 millions de dollars au cours de 1964, sa première année complète au pouvoir. C'était là une augmentation de 4.6 p. 100 sur les 6,570.3 millions de 1963. En 1965 nous avons vu se manifester une orientation très précise. Les dépenses ont atteint 7,218.3 millions, augmentation de 5 p. 100 sur les 6,872.4 millions. En 1966 nous constatons une autre hausse de 7.1 p. 100, le chiffre atteignant 7,734.8 millions.

Or, monsieur l'Orateur, personne ne s'étant apparemment trop plaint de la majoration des impôts qu'il a fallu imposer pour payer ces frais accrus, le gouvernement s'est déchaîné. La course au désastre était commencée. En 1967, les dépenses ont grimpé à 8,795.6 millions. Ce chiffre représente une augmentation de 13.7 p. 100. (*Exclamations*)

Les estimations du ministre pour 1968, données aux ministres provinciaux des Finances à la récente réunion, s'élèvent à 9,850 millions, soit une hausse de 12 p. 100. Je signale que d'après un communiqué du ministère des Finances en date du 24 novembre 1967, les dépenses faites jusqu'à présent pour l'année financière 1968 dépassent de 15 p. 100 celles de l'an dernier. Cela prouve bien comme le gouvernement actuel n'a tenu aucun compte de l'accroissement effréné des dépenses.